

En 2010, la moitié des PME d'au moins dix personnes ont recherché un financement

Luc Sauvadet, division Industrie et études transversales, Insee

Au sein des PME actives sur la période 2005-2010 et qui employaient 10 personnes au moins, 51 % étaient à la recherche d'un financement externe en 2010. Cette proportion n'était que de 42 % en 2007. Parmi les financements recherchés, les prêts bancaires restent prédominants en 2010, mais les sources et les modes de financement sont plus diversifiés. Les financements sont aussi plus difficiles à obtenir : 6 % des entreprises recherchant un prêt en 2010 n'en ont obtenu aucun, une proportion trois fois plus forte qu'en 2007. Le taux d'échec en 2010 atteint 11 % pour les « gazelles », ces jeunes entreprises à croissance forte. Néanmoins, interrogées sur les freins éventuels à leur croissance d'ici 2013, les PME d'au moins dix personnes s'inquiètent bien moins de l'accès au financement (cité comme frein par seulement 8 % d'entre elles) que de l'état général de l'économie (cité par 80 % d'entre elles).

Pour assurer leur maintien ou leur développement, les petites et moyennes entreprises (PME) sont fréquemment à la recherche d'un financement externe. Au sein des PME dont les effectifs atteignent au moins dix personnes en 2005 et 2010 (*sources*), 51 % ont recherché un financement en 2010. Cette proportion est plus élevée qu'en 2007, avant la crise (42 %). Au total, 62 % des PME ont recherché un financement en 2007, en 2010, ou les deux années ; c'est aussi la proportion d'entreprises qui comptent rechercher un financement sur la période 2011-2013 (*tableau 1*).

Les entreprises à croissance forte (*définitions*) recherchent plus fréquemment des financements. En 2010, 58,2 % d'entre elles sont concernées, contre 50,5 % des entreprises à croissance faible ou moyenne (*définitions*), soit 8 points d'écart. La différence entre les deux

catégories d'entreprises est plus faible qu'en 2007 (12 points). Elle descend à 7 points pour les besoins anticipés pour 2011-2013. Parmi les entreprises à croissance forte, les plus jeunes (nées après 2002), appelées « gazelles », sont proportionnellement un peu moins en quête de financements que les autres.

La construction et l'industrie sont les secteurs où la recherche d'un financement est la plus fréquente : en 2010, elle concerne 57 % des PME d'au moins dix personnes dans la construction et 54 % dans l'industrie. Mais c'est dans les services liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) que cette proportion a le plus progressé entre 2007 et 2010 (+ 13 points contre + 9 points en moyenne), atteignant 48 % en 2010.

Les recherches de prêts dominant mais les modes de financement envisagés se diversifient

Ces PME recherchent principalement des prêts (entendus hors découverts bancaires, affaturages, crédits-bails, crédits fournisseurs, compris en « autres modes de financement ») : 33 % en ont demandé un en 2007, 37 % en 2010 et 53 % envisagent d'y recourir sur la période 2011-2013. Toutefois, ce sont les recherches d'« autres modes de financement » (*définitions*) qui ont le plus progressé entre 2007 et 2010 (+ 7 points) : 26 % des entreprises en ont recherché en 2010 et 32 % comptent le faire sur la période 2011-2013. Les projets d'augmentation de capital progressent fortement, concernant 4,6 % des entreprises en 2010 contre 2,5 % en 2007.

Les entreprises à croissance forte recherchent davantage d'« autres modes de financement » : elles sont dans ce cas pour 37 % d'entre elles en 2010 contre 26 % des entreprises à croissance faible ou moyenne. La différence est notable pour presque tous les « autres modes de financement » (y compris crédits-bails et découverts bancaires ou lignes de crédit). Elle est spécialement importante sur deux modes particuliers : en 2010, presque 10,5 % des entreprises à croissance forte ont recherché un

INSEE
PREMIERE

prêt public ou une subvention et 6,7 % de l'affacturage (contre respectivement 5,1 % et 3,3 % des autres entreprises). Les anticipations sur 2011-2013 suggèrent que ces écarts devraient se réduire. Les entreprises à croissance forte souhaitent en outre augmenter leur capital beaucoup plus souvent que les autres entreprises (écart de 10 points sur 2011-2013 qui, là, se creuse). Ainsi, dans le secteur des services liés aux TIC, où la proportion d'entreprises à croissance forte est la plus élevée, 25 % des entreprises envisagent d'accroître leur capital entre 2011 et 2013, contre seulement 7 % des entreprises, tous secteurs confondus. À l'inverse, entre 2011 et 2013, le secteur des services liés aux TIC apparaît le moins concerné par un financement sous forme de prêts, cette solution n'étant envisagée que par 43 % des entreprises (contre 53 %, tous secteurs confondus).

Des financements plus difficiles à obtenir

Parmi les entreprises recherchant des financements, la proportion de celles qui n'en obtiennent aucun est marginale. Elle progresse toutefois entre 2007 et 2010, de 1 % à presque 3 %, et dépasse 5 % pour les « gazelles » (tableau 2). En 2010, presque 6 % des entreprises qui ont recherché un prêt n'en ont obtenu aucun. De même, presque 6 % des entreprises qui ont tenté d'augmenter leur capital ont dû renoncer. Le taux d'échec complet (*définitions*) a triplé par rapport à 2007 aussi bien pour les prêts que pour les augmentations de capital (*définitions*). Les « gazelles » sont les plus pénalisées : leur taux d'échec complet pour les tentatives d'augmentation de capital est décuplé, atteignant 16 % en 2010 (contre 10 % pour les autres entreprises à croissance forte et 5 % pour les entreprises à croissance faible ou moyenne). Pour les prêts, le taux d'échec complet des « gazelles » a presque quadruplé entre 2007 et 2010 et s'approche de 11 %, contre un peu moins de 7 % pour les autres entreprises à croissance forte.

Quand une PME recherche un prêt, elle sollicite presque toujours une banque : 36 % ont demandé un prêt **bancaire** en 2010 (et 37,4 % un prêt quel qu'il soit). Le taux d'échec **partiel ou complet**

(*définitions*) dans la recherche d'un prêt bancaire est en très forte hausse entre 2007 et 2010 : il est passé de 6 % à près de 17 % (l'échec complet touchant 7 % des cas) ; en 2010, il atteint 22 % pour les entreprises à croissance forte et 31 % pour les « gazelles ». Ce taux peut dépasser 50 % pour des recherches de

prêts auprès d'autres personnels (non dirigeants), de la famille, des amis... ou d'autres entreprises.

En 2010 comme en 2007, les principales raisons avancées par les banques aux entreprises interrogées pour refuser un prêt ou imposer des termes différents de ceux espérés par les entreprises sont

① Modes de financement recherchés par les entreprises

en % du nombre d'entreprises de la sous-population considérée

Année ou période	Mode de financement	Sous-population				
		Ensemble	Entreprises à croissance forte*			Entreprises à croissance faible ou moyenne*
			Ensemble	« Gazelles »*	Autres*	
2007	Tous modes	42,4	54,1	53,2	54,4	41,8
	Prêts	32,8	38,4	37,0	38,7	32,5
	Augmentations de capital	2,5	6,9	9,2	6,4	2,3
	Autres modes de financement	19,1	28,8	28,2	29,0	18,5
2010	Tous modes	50,9	58,2	56,8	58,5	50,5
	Prêts	37,4	41,4	39,5	41,8	37,1
	Augmentations de capital	4,6	9,3	10,7	9,0	4,3
	Autres modes de financement	26,2	36,9	35,5	37,1	25,6
2011 à 2013 (anticipations)	Tous modes	61,7	68,3	67,6	68,4	61,4
	Prêts	52,9	58,8	58,8	58,8	52,6
	Augmentations de capital	7,0	16,3	20,6	15,5	6,5
	Autres modes de financement	32,0	39,2	42,1	38,6	31,6

* Voir *définitions*.

Les « gazelles » (nées après 2002) se différencient des autres entreprises à croissance forte par leur année de naissance. Lecture : en 2010, 58,2 % des entreprises à croissance forte ont cherché à obtenir un financement.

Champ : entreprises non financières et non agricoles employant entre 10 et 249 personnes en 2005 et au moins 10 personnes en 2010, France métropolitaine.

Source : Insee, enquête 2010 sur l'accès au financement des PME employant au moins dix personnes.

Encadré 1 - Les entreprises rachetées sollicitent moins de prêts bancaires

Les unités indépendantes en 2007 qui sont devenues par la suite des filiales de groupes ont été exclues du champ européen de l'enquête et des résultats présentés, mais elles ont été interrogées. Ces filiales représentent 5,5 % des entreprises interrogées. Elles se caractérisent d'abord par une proportion d'unités recherchant un financement inférieure de trois à quatre points à celle des unités restées indépendantes, aussi bien avant la filialisation (en 2007), qu'après (en 2010 et sur la période 2011-2013). Par ailleurs, elles diversifient davantage leurs modes de financement. En 2010, elles n'étaient que 28 % à rechercher un prêt bancaire (soit huit points de moins que chez les unités restées indépendantes). Ainsi, ces filiales sont un peu plus nombreuses à rechercher un « autre mode de financement » qu'un prêt (respectivement 32 % et 29 %). Pour les unités restées indépendantes, en revanche, la proportion de celles recherchant un

prêt est nettement supérieure à la part de celles envisageant d'« autres modes de financement », quelle que soit la sous-population étudiée. La filialisation ne semble pas faciliter l'obtention d'un prêt bancaire, car le taux d'échec partiel ou complet des filiales est très proche de celui des autres unités, aussi bien en 2007 qu'en 2010. Mais elle semble favoriser l'intérêt pour une augmentation de capital sur la période 2011-2013 : 12 % des filiales comptent en réaliser une (contre 7 % des unités restées indépendantes), en sollicitant notamment leurs propriétaires. Les entreprises à croissance forte ont une probabilité un peu plus forte d'être rachetées. Leur proportion est d'un peu plus de 7 % parmi les PME devenues filiales contre un peu plus de 5 % pour les unités restées indépendantes. Toutefois, ce léger écart n'est pas un facteur déterminant de la différence de comportement des PME devenues filiales, en matière de recherche de financement.

une mauvaise cotation globale de l'entreprise (*rating*) ou une insuffisance de capitaux (chaque motif est cité dans plus d'un tiers des cas), bien plus qu'un manque de garanties ou qu'un potentiel insuffisant ou trop risqué de l'entreprise ou de ses projets (l'une ou l'autre cause est mentionnée dans un quart des cas). Mais en 2010, le niveau d'endettement et, à moindre titre, les difficultés antérieures à rembourser pèsent plus qu'en 2007 (environ un cas sur cinq en 2010 contre un cas sur dix en 2007).

En 2010, plus de 18 % des entreprises enquêtées ont obtenu un prêt qui a nécessité une garantie, soit la moitié de celles ayant obtenu (au moins) un prêt. Les dirigeants ou les propriétaires se portent garants pour les trois quarts des entreprises dans ce cas (soit pour 14 % des entreprises). Les entreprises à croissance forte recourent plus souvent que les autres entreprises à des garanties publiques ; ce phénomène s'est amplifié en 2010, touchant un peu moins de 8 % des entreprises à croissance forte contre 3 % des autres.

En 2010, les associés suivent moins souvent les augmentations de capital qu'en 2007

Plus de 80 % des entreprises qui cherchent à augmenter leur capital sollicitent leurs associés : 3,7 % des entreprises interrogées leur ont ainsi demandé de participer à une augmentation de capital en 2010 sur les 4,6 % projetant d'augmenter leur capital (après respectivement 2,1 % et 2,5 % en 2007). Mais le taux d'échec partiel ou complet auprès des associés a plus que doublé entre 2007 et 2010 pour se situer à 10 % en 2010. Il dépasse 25 % pour les « gazelles ».

Parmi les entreprises qui n'ont pas obtenu l'ensemble des financements escomptés auprès de leurs actionnaires, les trois cinquièmes tentent leur chance auprès d'autres investisseurs, mais seulement un dixième parvient à obtenir un financement de cette manière. En 2010, les entreprises à croissance forte font plus fréquemment appel (quatre fois plus que les autres entreprises), à des fonds de capital-risque (*définitions*) : 15 % des entreprises à croissance forte et 23 % des « gazelles » qui ont tenté

d'augmenter leur capital les ont sollicités. Le taux d'échec complet ou partiel est aussi très fort : autour de 50 % en moyenne, il dépasse 70 % pour les « gazelles ».

Seulement 8 % des entreprises considèrent qu'un manque de financement limiterait leur croissance d'ici 2013

L'accès au financement ne semble pas être l'élément le plus préoccupant pour ces PME, après avoir traversé la crise. Mais, rappelons que certaines PME ont

disparu, ont été rachetées ou sont passées sous le seuil des dix personnes employées (*encadrés 1 et 2*). Sur le champ des PME restées actives entre 2005 et 2010 et employant au moins dix personnes, moins d'une entreprise sur cinq estime que sa situation financière s'est dégradée entre 2007 et 2010. Un peu plus d'une sur trois considère au contraire qu'elle s'est améliorée, notamment à cause d'un meilleur ratio « dette sur chiffre d'affaires ». Par ailleurs, les entreprises sont deux fois plus nombreuses à percevoir une amélioration du coût du financement qu'une dégradation. Finalement, seulement 8 %

2 Taux d'échec complet des entreprises selon les modes de financement recherchés

en % du nombre d'entreprises d'une sous-population qui ont recherché le mode de financement considéré

Année	Mode de financement	Sous-population				
		Ensemble	Entreprises à croissance forte*			Entreprises à croissance faible ou moyenne*
			Ensemble	« Gazelles »*	Autres*	
2007	Tous modes	1	1	2	1	1
	Prêts	2	2	3	2	2
	Augmentations de capital	2	3	2	3	2
	Autres modes de financement	1	1	4	1	1
2010	Tous modes	3	4	5	3	3
	Prêts	6	7	11	7	5
	Augmentations de capital	6	11	16	10	5
	Autres modes de financement	3	4	8	3	3

* Voir définitions.

Lecture : en 2010, 16 % des « gazelles » qui ont tenté d'augmenter leur capital ont complètement échoué. En revanche, seulement 5 % des « gazelles » ont complètement échoué dans toutes leurs recherches de financement (tous modes).

Champ : entreprises non financières et non agricoles employant entre 10 et 249 personnes en 2005 et au moins 10 personnes en 2010, France métropolitaine.

Source : Insee, enquête 2010 sur l'accès au financement des PME employant au moins dix personnes.

Encadré 2 - Les PME passées sous le seuil des dix personnes employées depuis 2005 recherchent moins souvent un financement

En plus des entreprises rachetées, deux autres catégories d'entreprises sont exclues du champ européen de l'enquête et des résultats présentés. D'une part, on estime que près de 7 % des PME employant au moins dix personnes en 2005, encore actives fin 2008, ne l'étaient plus au moment de la collecte fin 2010. D'autre part, les PME passées sous le seuil des dix personnes employées en 2010 représentent 20 % des entreprises interrogées. Même si l'information recueillie à leur sujet appelle des précautions particulières, ces PME semblent avoir un comportement assez différent en matière de recherche de financement. On peut estimer que la proportion de

celles qui recherchent un financement est inférieure de 15 à 20 points à celle des unités du champ européen, quelle que soit la période (2007, 2010, 2011-2013). En 2010, elles ont recherché deux fois moins souvent un prêt bancaire, soit parce qu'elles n'avaient pas besoin de financement, soit parce qu'elles craignaient un échec. De fait, celles qui ont recherché un prêt bancaire ont un taux d'échec complet deux fois plus élevé. Toutefois, les entreprises passées sous le seuil des dix personnes en 2010 ne citent pas plus souvent que les autres l'accès au financement comme l'un des principaux facteurs qui pourrait limiter leur croissance d'ici 2013.

des entreprises citent le manque de financement parmi les cinq facteurs qui devraient limiter le plus leur croissance d'ici 2013, tandis que presque 80 % d'entre elles citent l'état général de l'économie, 54 % la concurrence sur les prix et la faiblesse des marges, près de 40 % le coût élevé du facteur travail, 28 % la difficulté à trouver du personnel qualifié, 27 % une demande faible sur le marché domestique... Ce contexte économique contribue sans doute à rendre moins prégnante la contrainte de financement : en effet, une entreprise faisant face à une demande faible ou ne parvenant pas à recruter du personnel n'a probablement pas de besoin majeur de financement. En revanche, les entreprises à croissance forte craignent davantage que les autres de manquer de financements d'ici 2013 : presque 13 % contre un peu moins de 8 % pour les autres entreprises. Elles sont aussi 13 % à envisager de solliciter les entités publiques ou parapubliques (*définitions*) d'ici 2013 (contre 7,5 % pour les entreprises à croissance faible ou moyenne).

Des financements d'abord destinés à soutenir l'activité en France

62 % des entreprises interrogées estiment qu'elles rechercheront des financements sur la période 2011-2013 et un peu plus de 33 % devront les obtenir pour maintenir leur activité. Si 20 % comptent les utiliser pour financer la croissance de leur activité en France, moins de 4 % les envisagent pour financer leur croissance à l'international. Cependant, plus de 10 % des entreprises à croissance forte sont concernées par ce dernier objectif. Les entreprises à croissance forte sont aussi nettement plus nombreuses à souhaiter mener des opérations de fusion-acquisition

(14 % contre 7 %) et financer la recherche-développement et l'innovation (12 % contre 6 %).

Sources

L'enquête sur l'accès au financement des PME employant au moins dix personnes (salariés ou non-salariés) a été réalisée fin 2010 en France métropolitaine. Elle a été menée dans vingt pays européens, en application du règlement communautaire n° 97/2009. L'enquête s'intéresse aux entreprises au sens économique du terme (entreprises individuelles, sociétés indépendantes ou groupes) et non au sens juridique (unités légales). Elle porte sur les entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers (sections B à N de la NAF rév. 2, à l'exception de la section K). Pour appartenir au champ de l'enquête, défini au niveau européen, elles devaient employer de 10 à 249 personnes en 2005 et, en 2010, employer encore au moins 10 personnes et ne pas avoir été absorbées par un groupe de plus grande taille.

L'enquête française a été menée auprès d'un échantillon de 12 000 entreprises parmi les 116 900 entreprises de 10 à 249 personnes en 2005 des secteurs d'activité couverts. Les groupes ont été interrogés via la tête de groupe, qui devait répondre pour l'ensemble du groupe. Les entreprises passées sous le seuil de 10 personnes employées en 2010 et les unités indépendantes en 2007 devenues par la suite filiales, hors champ européen de l'enquête, soit un peu plus de 30 000 entreprises, sont exclues de l'analyse centrale, mais leurs résultats font l'objet de deux encadrés. Ensemble, les entreprises ayant cessé leur activité et les autres mises hors champ sont de l'ordre de 8 000.

L'ensemble des 78 900 entreprises du champ se répartissent en 700 « gazelles » environ, 3 400 « autres entreprises à croissance forte » et 74 800 entreprises à « croissance faible ou moyenne ».

Définitions

Sous-populations (« gazelles », autres entreprises à croissance forte, entreprises à croissance faible ou moyenne) : sont dites « à croissance forte », les entreprises dont le taux de croissance annuel

moyen de l'emploi (en personnes employées) dépasse 20 % sur la période 2005-2008. Elles comprennent deux sous-catégories : les « gazelles » (nées après 2002) et les « autres entreprises à croissance forte ».

Les entreprises à « croissance faible ou moyenne » sont celles dont le taux de croissance annuel moyen de l'emploi est d'au plus 20 % sur la période 2005-2008, donc, y compris les entreprises en décroissance.

Prêts et « autres modes de financement » externes : les prêts obtenus sont des dettes à rembourser. Cependant, les découverts bancaires, les lignes de crédit, les opérations de crédit-bail, les prêts préférentiels, les prêts subordonnés ainsi que les prêts octroyés ou cofinancés par des organismes publics ou parapublics sont, dans cette enquête, exclus des prêts proprement dits. Ils sont classés en « autres modes de financement », avec l'affacturage, les crédits commerciaux ou les aides aux exportations.

Augmentation de capital : elle apporte un financement ou des actifs en échange de parts sociales ou d'actions.

Fonds de capital-risque : investisseurs rassemblés dans un fonds d'investissement créé pour financer des *start up* ou de petites entreprises.

Échec partiel : cette expression signifie que l'entreprise n'a pas obtenu l'ensemble de la somme demandée, ou pas dans les termes espérés. En cas d'**échec complet**, l'entreprise n'a rien obtenu.

Entités publiques ou parapubliques : État, régions et autres collectivités territoriales, Oséo, Caisse des dépôts et consignations...

Bibliographie

- Sauvadet L., « Enquête sur l'accès au financement des PME employant au moins 10 personnes », *Insee Résultats - Économie* n° 53, août 2011. *De nombreux tableaux exploitant la même enquête viennent étayer ou compléter cet Insee Première.*
- Eurostat, « La proportion des demandes de prêt refusées aux PME s'est accrue avec la crise économique », communiqué de presse n° 144/2011, 3 octobre 2011.
- Ushilova E. et Schmiemann M., « Access to finance statistics », *Statistics Explained*, Eurostat, 2011.

⇒ Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/abonnements>

⇒ Pour vous abonner à INSEE PREMIÈRE :

- Par internet : <http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

- Par courrier : retourner ce bulletin à l'adresse ci-après ou par fax au (33) 03 22 97 31 73

INSEE/CNGP - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2011

Abonnement annuel : 81 € (France) 101 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature

www.insee.fr

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :

Jean-Philippe Cotis

Rédacteur en chef :

E. Nauze-Fichet

Rédacteurs :

L. Bellin, A.-C. Morin,

C. Perrel, C. Pfister

Maquette : Mireille Brunet

Impression : Jouve

Code Sage IP111379

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2011



INSEE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES